

LA CRISE MIGRATOIRE EN MÉDITERRANÉE

Entre Libye et Italie, petits arrangements contre les migrants

Rome est accusé d'avoir traité avec des milices de passeurs pour endiguer le flux de candidats à l'exil au départ des côtes libyennes

TUNIS, ROME - correspondants

Pour l'heure, en mer, il ne reste plus que l'*Aquarius* et le navire de l'ONG espagnole Pro Activa Open Arms. Mardi 12 septembre, le navire affrété conjointement par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières, a bien été appelé pour secourir 120 personnes en détresse, à bord d'un canot pneumatique, mais ceux-ci ont finalement été recueillis par un bateau militaire allemand. Pour le reste, au large des côtes libyennes, il règne un calme étrange : avec 3900 personnes secourues en Méditerranée en août, contre plus de 21000 l'an passé à la même période, l'afflux de réfugiés s'est soudainement arrêté. La tendance est très nette : sur les huit premiers mois, le nombre de passages de Libye vers l'Italie diminue d'environ 20 % par rapport à 2016.

Lundi 4 septembre, le pionnier des secours dans la zone, MOAS, une ONG créée en 2014 par un riche couple italo-américain et basée à Malte, annonçait son retrait. Son navire, le *Phoenix*, est parti vers

l'Asie où il doit aller porter secours aux Rohingyas cherchant à fuir les persécutions birmanes, en mer d'Andaman. Dans le communiqué annonçant le départ du *Phoenix*, l'ONG en expliquait les raisons : « Nous ne voulons pas participer à un mécanisme par lequel, tandis que l'on prodigue assistance et secours en mer, il n'y a aucune garantie d'accueil dans des ports et lieux sûrs. » Plus explicite, elle ajoutait : « En ce moment, ce qui se passe en Libye n'est pas clair. »

En effet, si le gouvernement italien assure que la principale raison de la spectaculaire diminution des sauvetages est l'équipement – sur fonds européens – des gardes-côtes libyens à la fin du printemps, ainsi que la mise au pas des ONG humanitaires accusées, par leur présence en mer, de constituer un appel d'air pour les candidats à l'émigration, chacun voit bien que l'explication de ce phénomène est à chercher du côté de la Libye. Et plus précisément à Sabratha, cité côtière de la Tripolitaine (ouest) devenue ces dernières années la principale plateforme de départs de migrants vers l'île italienne de Lampedusa, distante d'à peine 300 kilomètres.

Depuis son entrée en fonctions en décembre 2016, le ministre de l'intérieur italien, Marco Minniti, n'a pas ménagé ses efforts pour tenter d'arrêter le flux de migrants. Il a multiplié les rencontres avec les dirigeants locaux, maires et chefs de tribu en Libye, assurant chacun de sa volonté d'« écouter leurs besoins » et de les « aider ». Aurait-il pactisé avec des groupes armés, voire avec les trafiquants eux-mêmes, pour parvenir à ses fins, au risque de renforcer ou même de légitimer certaines milices proches du crime organisé ? C'est ce qu'affirment plusieurs sources libyennes.

« Il y a un accord entre les Italiens et la milice d'Ahmed Al-Dabbashi », confirme au Monde, sous le sceau de l'anonymat, une personnalité de Sabratha, jointe par téléphone, qui précise : « L'ancien trafiquant combat



UN PARRAIN DE TRIPOLITAINE, SURNOMMÉ « L'ONCLE », EST SI PUISSANT QUE ROME AVAIT DÉJÀ CONCLU AVEC LUI UN ACCORD POUR PROTÉGER UN COMPLEXE GAZIER



aujourd'hui le trafic.» Ahmed Al-Dabbashi, surnommé Al-Ammu (« l'Oncle »), est le chef de la Brigade des martyrs Anas Al-Dabbashi – nom d'un cousin tué pendant la révolution de 2011 – qui dominait jusqu'en juillet le trafic de migrants à partir de Sabratha.

Issu d'une famille omnipotente de la ville – elle compte un ancien ambassadeur aux Nations unies comme l'ancien chef local de l'organisation Etat islamique (EI) –, « l'Oncle » était un parrain incontournable dans cette zone. Si puissant que Rome, déjà, avait conclu un accord avec lui pour assurer la sécurité du complexe gazier d'ENI, compagnie italienne d'hydrocarbures, à Mellitah, à l'ouest de Sabratha.

« DES ASPECTS AMBIGUS »

La subite collaboration d'Ahmed Al-Dabbashi serait donc la clé du tarissement des flux migratoires vers l'Italie. Selon le *Corriere della Sera* du 9 septembre, des responsables de la police libyenne ont affirmé que

« l'Oncle » a eu des contacts avec des responsables italiens avant de recevoir 5 millions de dollars pour bloquer les départs de bateaux. Le maire de Sabratha, Hassen Dhawadi, ne nie pas l'existence de tels contacts. « Personnellement, je peux comprendre que les accords avec Al-Dabbashi aient des aspects ambigus, a-t-il ainsi déclaré au quotidien italien. Mais contre [lui], il y avait bien peu à faire. La meilleure solution était de l'intégrer, d'agir avec pragmatisme. Ce que les services de renseignement italiens et Marco Minniti, que j'ai rencontrés plusieurs fois en Libye et à Rome, ont bien compris. »

La révélation de ces pratiques occultes de Rome en Tripolitaine a fait polémique en Italie. « Nous nous sommes mis à la merci de ceux qui étaient des trafiquants et aujourd'huièrent l'anti-traffic, a ainsi fustigé Emma Bonino, ex-ministre des affaires étrangères. C'est inacceptable et ça se retournera contre nous. » Le gouvernement de Rome, lui, dément. Le 9 septembre, M. Min-

« Les pays de l'UE ne font qu'entretenir ce réseau criminel »

La présidente de MSF dénonce le « système de prédation » en place en Libye au détriment des migrants, avec le soutien de l'Europe

ENTRETIEN

Joanne Liu est la présidente de Médecins sans frontières (MSF) international. De retour de Libye, où elle a visité plusieurs centres de détention pour migrants, elle témoigne de la cruauté dont sont victimes ces personnes, et accuse les Etats européens d'être les complices de cette situation.

Qu'avez-vous vu dans les centres pour migrants en Libye ?

C'est difficile d'en parler. Je fais de la médecine humanitaire depuis vingt ans mais je n'avais jamais vu ça. La veille de mon arrivée, 200 personnes avaient été ramenées après que leur embarcation eut été interceptée. Les gens sont enfermés dans de grandes pièces sales, entassés jusqu'à plusieurs centaines. Un gardien a ouvert brutalement la porte

d'une de ces cellules pour que j'y entre. Et là, j'ai vu la terreur dans les yeux de ces personnes. Elles étaient émaciées. Elles me murmuraient : « Sortez-moi d'ici... » Une telle souffrance humaine m'a bouleversée. L'après-midi, nous avons visité un autre centre tellement surpeuplé que les gens étaient incapables d'étendre leurs jambes. J'y ai retrouvé la même sensation d'asservissement permanent et de souffrance. La même terreur dans les yeux.

Que vous ont-ils dit ?

Il n'est pas possible de parler avec les migrants à l'intérieur des centres, car ils ont peur de témoigner au vu et au su de tout le monde. Nous y sommes parvenus dans une petite clinique privée d'une douzaine de lits que nous finançons. C'est là qu'une femme m'a raconté les violences et les humiliations qui leur sont infligées

« par jeu ». Elle-même a dû rester sous le soleil, sur une jambe, jusqu'à ce qu'elle s'évanouisse alors qu'elle était enceinte. Ou ces jeunes hommes forcés de courir nus dans la cour jusqu'à épuisement. Il n'est pas possible que consciemment, on veuille envoyer des gens dans de tels endroits.

Qui est responsable ? Vous accusez les pays membres de l'UE, dont la France, d'être complices de la situation. Comment ?

La situation actuelle résulte d'un ensemble de faits : le départ de Kadhafi, la coexistence de trois gouvernements, la multiplication des milices, l'absence de lois régaliennes... Tout ceci a abouti à un vaste système de prédation qui s'exerce sur les plus désespérés. Or, par leur politique actuelle, des membres de l'UE, dont la France, ne font qu'entretenir ce réseau criminel. Prenez les bud-

gets adoptés par l'Union. Plus de 90 millions d'euros ont été votés en avril pour aider la Libye à affronter les problèmes migratoires. Mais on sait qu'il n'y a pas de supervision quant à l'utilisation de cet argent. Fin juillet, 46 millions ont été débloqués pour la formation des gardes-côtes libyens. Or ils sont formés à ramener les migrants en Libye, dans cet environnement abject. Nous avons donc voulu mettre la réalité sous les yeux des dirigeants. Et encore, la photographie que nous donnons est parcellaire puisque seuls des centres légaux peuvent être visités. Nous n'avons pas accès aux lieux de détention privés, où nous savons que la maltraitance et le rançonnement sont généralisés.

Les ONG présentes en Méditerranée ont été accusées de complicité avec les passeurs et

l'accès aux eaux libyennes leur a été interdit. Poursuivez-vous votre travail de sauvetage ?

Notre bateau *Prudence* a arrêté ses activités car nous n'avons pas les garanties de sécurité nécessaires pour pouvoir faire notre travail. Notre équipe médicale est toutefois toujours présente sur l'*Aquarius*. Mais nous sommes repoussés très loin en mer. Le problème dépasse la question du sauvetage en mer. Des ONG sont visées mais aussi des personnes. On essaie de criminaliser l'aide aux migrants. Ça fait partie d'un tout. On utilise toutes les techniques possibles pour maintenir les gens à l'extérieur des frontières européennes.

Pourquoi vous adresser maintenant aux Etats européens ?

En tant qu'ONG, nous avons essayé de faire changer les choses de différentes façons : en participant

à des réunions, en rencontrant des responsables européens, mais sans succès. C'est pourquoi nous avons décidé de prendre la parole publiquement et de nous adresser aux gouvernements à travers une lettre ouverte. Des représentants européens se félicitent aujourd'hui de la baisse du nombre de départs de la Libye vers l'Europe, mais ils doivent regarder en face le prix à payer pour cela : cela veut dire renvoyer des êtres humains vivre dans des conditions sous-humaines, et les laisser soumis à la torture, au viol, à l'extorsion. Au lieu de renvoyer ces gens en Libye, nous devrions les secourir, trouver les moyens de les faire sortir de là. Ce serait un geste de responsabilité de la part de l'Europe. On ne peut pas continuer à faciliter ce business du désespoir. L'Europe est au-dessus de ça. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLOTTE BOZONNET



Marco Minniti, le ministre de l'intérieur italien, à Tripoli, le 15 mai. MAHMUD URKIA/AFP

niti a qualifié ces accusations d'« infondées ». Les Italiens préfèrent mettre en avant leur coopération officielle avec la mairie de Sabratha, vitrine plus présentable mais dépourvue de réels pouvoirs.

Ces résultats sont-ils durables ? Ce n'est pas la première fois qu'une cité côtière de la Tripolitaine verrouille brutalement l'accès à la mer. Tel avait été le cas de Zouara, ville berbère située à proximité de la frontière avec la Tunisie, et qui avait été la « capitale » libyenne de la contrebande de migrants jusqu'en 2015. L'été de cette année-là, un naufrage ayant rabattu sur les plages près de 200 migrants noyés avait provoqué un tollé contre les passeurs.

Le conseil municipal avait confié cette tâche à une milice d'hommes encagoulés. Les résultats avaient été immédiats à Zouara, mais les réseaux s'étaient ensuite redéployés un peu plus à l'est, à Sabratha, qui s'imposa dès lors comme la principale plateforme de départs.

Le même processus va-t-il se reproduire après la « fermeture » de Sabratha ? Déjà, à Zouara, des tiraillements se font jour. « Les gens de Zouara sont très frustrés, car la commune n'a reçu aucune aide pour sa lutte contre les passeurs, s'indigne un résident de Zouara joint par téléphone. Pourquoi les gens de Sabratha sont-ils soutenus et pas nous ? Cela pourrait encourager certains à reprendre le trafic. »

« IL PEUT CHANGER D'AVIS »

Faut-il y voir un signe ? Fin août, un bateau où avaient embarqué 120 migrants a coulé au large des côtes tunisiennes. Selon l'unique survivant, récupéré par le Croissant Rouge tunisien, l'esquif était parti de Zouara. Par ailleurs, d'autres localités libyennes ont récemment enregistré un regain d'activité en matière de contrebande de migrants. Le navire de secours *Aquarius* a ainsi sauvé des migrants ayant quitté Khoms et Garabulli, à l'est de Tripoli, qui pourraient s'imposer comme de nouveaux centres de départ.

A Sabratha, la situation demeure trouble. « L'Oncle » est-il vraiment fiable ? « Il peut changer d'avis à tout moment », met en garde une source locale. Surtout, il est le seul parrain à être impliqué dans l'accord. Deux autres gros contrebandiers, le « Docteur » Mossab Abou Grein et un autre, surnommé Mohamed « Al-Bible », ses principaux concurrents, restent à l'écart. D'où une certaine confusion qui continue de régner sur les plages de Sabratha. Selon un

LES CHIFFRES

100 304

Entre le 1^{er} janvier et la fin de cet été, plus de 100 000 candidats à l'exil ont été secourus en Méditerranée et accueillis en Italie. C'est 20 % de moins qu'en 2016 à la même période. Ce chiffre masque cependant la chute brutale observée depuis deux mois. En juillet et en août, 15 000 personnes ont été accueillies, contre 45 000 en 2016.

17 % DE NIGÉRIENS

Le Nigeria est la nationalité la plus représentée parmi les migrants, devant la Guinée (9%) et le Bangladesh (9%).

DE 250 000 À 800 000

C'est le nombre, qui varie selon les sources, de migrants aux mains de réseaux libyens.

14 500

C'est le nombre de migrants morts en Méditerranée depuis 2014, selon l'Organisation internationale pour les migrations.

migrant sénégalais contacté par téléphone et qui attend sur place d'embarquer pour l'Italie, « aucune milice n'empêche les bateaux de prendre la mer ».

Par contre, la plupart des canots sont interceptés une fois au large, et pas forcément par les gardes-côtes, avant d'être renvoyés sur la terre ferme. « Là, nous sommes torturés pour payer un nouveau départ », explique le jeune Sénégalais originaire de Casamance. L'extorsion des migrants se poursuit ainsi de plus belle sous couvert d'endigement du flux. A aucun moment les migrants ne se voient expliquer par les passeurs – liés ou non à la milice de « l'Oncle » – que la route de la mer est désormais close. Bien au contraire, l'illusion est maintenue pour continuer le racket. A Sabratha, les réseaux sont toujours à la manœuvre mais les statistiques ne le disent pas, ou pas encore. ■

FRÉDÉRIC BOBIN ET JÉRÔME GAUTHERET

Minniti, apparatchik de l'ombre devenu « M. Anti-migrants »

Le ministre de l'intérieur italien, qui a négocié l'arrêt du trafic en Libye dans des conditions opaques, est devenu très populaire

PORTRAIT

ROME - correspondant

La crise aura duré une heure à peine. Le 7 août, à l'ouverture du conseil des ministres, Marco Minniti manque à l'appel. Critiqué ouvertement depuis plusieurs jours par des membres de la majorité, dont le ministre des transports, Graziano Delrio, en raison de son attitude dans la crise des migrants, et notamment de sa volonté de mettre au pas les ONG opérant en Méditerranée, le ministre de l'intérieur de Paolo Gentiloni a décidé de se mettre aux abonnés absents. Comme si ce n'était pas assez clair, il ne répond même plus au téléphone.

S'apprête-t-il à démissionner ? L'hypothèse suffit à convaincre le chef du gouvernement de réaffirmer aussitôt, publiquement, son soutien à Marco Minniti. Dans la soirée, le ministre recevra également l'appui du président de la République, Sergio Mattarella, saluant ses « efforts des dernières semaines, notamment dans la gestion du phénomène migratoire ». Sans avoir à menacer publiquement, Minniti venait d'obtenir carte blanche sur la question migratoire. L'autre leçon de cette « journée des dupes » à l'italienne est encore plus limpide : naguère cantonné aux seconds rôles et aux coulisses, Marco Minniti est devenu, en quelques mois, un personnage de premier plan.

Pur produit du Parti communiste

Au fond, l'un des aspects les plus étonnants de son ascension spectaculaire est qu'elle fait passer pour un homme neuf un vieux routier de la politique. Le style affiché par le ministre n'y est sans doute pas pour rien. Discret, voire secret, et méfiant envers les journalistes (il a n'a pas donné suite aux demandes d'entretien du *Monde*), très rare sur les plateaux de télévision et littéralement invisible sur les réseaux sociaux, Marco Minniti est un OVNI dans le paysage politique italien.

Pourtant, il connaît ce monde mieux que quiconque, et en maîtrise parfaitement les subtilités. Né il y a soixante et un ans à Reggio de Calabre, fils de général, M. Minniti est un pur produit du Parti communiste italien (PCI).

DISCRET, TRÈS RARE SUR LES PLATEAUX DE TÉLÉVISION ET INVISIBLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, MARCO MINNITI EST UN OVNI DANS LE PAYSAGE POLITIQUE

C'est là qu'il a fait ses armes, dans les années 1980, progressant dans l'appareil grâce au patronage du futur premier ministre, Massimo D'Alema, qu'il appellera à ses côtés comme sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, de 1998 à 2000. Conservé à son poste par le successeur de D'Alema, Giuliano Amato (2000-2001), il est élu député en 2001, revient au gouvernement de 2006 à 2008, comme vice-ministre de l'intérieur, à la faveur du retour aux affaires de la gauche, et devient sénateur en 2013, quelques semaines avant une nouvelle nomination comme sous-secrétaire d'Etat.

Son arrivée au poste de ministre de l'intérieur, en décembre 2016, à la faveur de la retentissante démission de Matteo Renzi, pouvait n'être perçue que comme le fruit des circonstances. De fait, c'est un jeu de chaises musicales qui l'a rendu possible : la place était laissée vide par Angelino Alfano, lui-même nommé au ministère des affaires étrangères à la place de Paolo Gentiloni, appelé à la présidence du conseil. Reste que l'homme s'était inconsciemment préparé.

Spécialiste des questions de renseignement, pour lesquelles il se passionne depuis des années, Marco Minniti a la haute main sur le contre-espionnage italien depuis 2013. Un bagage précieux, qu'il mettra à profit dans sa gestion de la crise migratoire, dont il devient très vite l'interlocuteur de référence, empiétant largement sur les prérogatives du ministère des affaires étrangères. En Libye, ancienne colonie italienne où les intérêts économiques transalpins restent importants et les services de contre-espionnage très actifs, il multiplie sans états d'âme les contacts avec les chefs

locaux, pour faire cesser les départs de bateaux vers l'Europe, tout en équipant les gardes-côtes de navires flambant neufs.

Dans le canal de Sicile, il contraint les ONG chargées des opérations de secours en mer à s'engager sur un « code de bonne conduite », sous peine de se voir privées d'accès aux ports italiens. « Les humanitaires n'ont sans doute pas bien compris ce qu'il se passait, ils ont pensé qu'il y avait une marge de négociation et ont sous-estimé sa détermination. Quand ils ont compris qu'ils étaient piégés, c'était trop tard », confie le membre d'une ONG.

Des questions et des doutes

Le résultat de ces diverses actions ? Une chute spectaculaire du nombre de départs, ainsi qu'une série de questions sur les moyens par lesquels l'Italie est parvenue à ce résultat. Ces doutes, exprimés par des figures de la gauche et de l'Eglise, qui soulignent par ailleurs que la politique menée par Marco Minniti a pour effet d'ôter tout espoir à des centaines de milliers de personnes, sont évacués au nom de l'équilibre social de l'Italie, mis à mal par l'afflux de migrants et la fronde d'élus locaux de plus en plus réticents à les accueillir. « A un moment, j'ai même craint pour la santé de notre démocratie », assurait le ministre, fin août, à la Fête de *L'Unità* de Pesaro.

Les critiques n'empêchent pas Marco Minniti de jouir, pour l'heure, d'une enviable popularité : selon les sondages, il compte désormais plus d'opinions favorables que les deux leaders du PD (centre gauche, au pouvoir), le premier ministre, Paolo Gentiloni, et le secrétaire du parti, Matteo Renzi. Epargné par les critiques des berlusconistes comme du Mouvement 5 étoiles, il semble même devenu incontournable dans la perspective d'une probable alliance postélectorale entre la gauche et le centre-droit. S'il sort indemne de cette soudaine exposition à la lumière, le « parti de Minniti », dont l'hebdomadaire *L'Espresso* annonçait la naissance dans son édition du 10 septembre, pourrait bien avoir de beaux jours devant lui. ■

J. G.

Bucarest redoute la création d'une « route roumaine » en mer Noire

Les migrants ignoraient jusqu'ici la Roumanie, exclue de Schengen

BUCAREST - correspondant

Un bateau en détresse sur les eaux de la mer Noire a été intercepté par la garde côtière roumaine dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 septembre. A son bord, 157 migrants, dont 56 enfants emmenés par leurs parents désespérés en Roumanie. « La mer était très agitée avec des vagues de deux à trois mètres de haut, explique Cristian Cicu, adjoint de la garde côtière de Constanza, port situé dans l'est de la Roumanie. Ces personnes se trouvaient dans une situation très dangereuse et couraient le risque de se noyer ou de voir l'embarcation couler. »

C'est le cinquième bateau intercepté près du littoral de la mer Noire depuis la mi-août, amenant plus de 500 migrants, qui viennent en majorité de Syrie,

d'Irak, du Pakistan et de plusieurs pays africains.

« La mer Noire est plus difficile à traverser avec des petits bateaux que la Méditerranée », explique Krzysztof Borowski, représentant de Frontex, l'agence européenne de garde-frontières. Il est possible que les trafiquants testent une nouvelle route sur la mer Noire. Nous surveillons de près cette situation. » « S'il y a des tentatives, nous sommes prêts à agir pour empêcher qu'une nouvelle route migratoire s'ouvre sur la mer Noire », a déclaré le président roumain, Klaus Iohannis.

Trajet alternatif

La Roumanie ne fait pas partie de l'espace Schengen, et jusque-là les migrants ne s'y précipitaient pas, mais elle peut devenir un trajet alternatif pour entrer sur le territoire de l'Union européenne,

comme ce fut le cas de la Bulgarie en 2015. Une fois arrivés, ils doivent faire une demande d'asile et ont l'interdiction de s'installer dans un autre pays avant que leur demande soit réglée sur place.

En septembre 2015, la Commission européenne avait proposé à la Roumanie d'accepter un quota de 4 180 migrants. Un chiffre important pour un pays qui ne dispose que de six centres de réfugiés de 1 500 places chacun. Dans un premier temps, Bucarest n'avait accepté de recevoir que 1 700 migrants mais, au mois d'août dernier, les autorités roumaines ont revu ce chiffre à la hausse. « Nous avons déjà accueilli 700 réfugiés, et nous sommes prêts à prendre en charge 1 942 migrants de plus », a confirmé le ministre des affaires étrangères, Teodor Melescanu. ■

MIREL BRAN